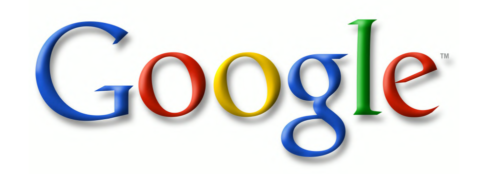
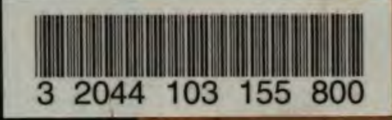




MAGYARS ET ROUMAINS

DEVANT L'HISTOIRE

RÉPONSE A M. A. DE BERTHA

PAR

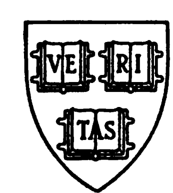
A. D. XÉNOPOL

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE IASSY, MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROUMAINE



PARIS
ERNEST LEROUX, ÉDITEUR
28, RUE BONAPARTE, 28

1900


VE
RI
TAS

MAGYARS ET ROUMAINS

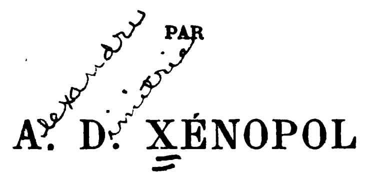
DEVANT L'HISTOIRE

Imp. Camis et Cie, Paris. — Section Orientale A. Burdin, Angers.

MAGYARS ET ROUMAINS

DEVANT L'HISTOIRE

RÉPONSE A M. A. DE BERTHA



PAR

A. D. XÉNOPOL

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE JASSY, MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROUMAINE

PARIS
ERNEST LEROUX, ÉDITEUR
28, RUE BONAPARTE, 28

1900

MAGYARS ET ROUMAINS

DEVANT L'HISTOIRE

A. de Bertha. Magyars et Roumains devant l'histoire. Paris, 1899, 1 volume de 483 pages in-8.

C'est l'écrit le plus récent, d'origine hongroise, sur la question des Roumains de la Transylvanie. Il contient un résumé, à l'usage des étrangers, du travail en trois volumes, publié en langue hongroise, par M. Benoît Jancsö : *Histoire et état actuel des tendances nationales roumaines.*

L'écrit de M. de Bertha poursuit le but de faire fraterniser les Roumains avec les Magyars au nom de la vérité historique, « afin qu'en sortant des lices, il soit aisé aux deux adversaires de se tendre la main loyalement, sans arrière-pensée, au profit de la paix du monde, du progrès de leur pays et de la civilisation en général » (p. v).

D'après la manière de poser la question roumaine, on voit aussitôt avec quelle sorte d'histoire et par conséquent quelle sorte de vérité M. de Bertha tend à nous faire fraterniser.

D'après lui, les Roumains d'en deçà et d'au delà des monts sont dominés par la tendance d'unifier le peuple roumain en un seul État. L'union nationale constitue l'idéal du Roumain ; l'existence de la Hongrie leur barre le chemin. Ils désirent donc sa ruine. Mais « exiger que les Roumains donnent la raison réelle de leur haine contre les Magyars, c'est-à-dire qu'ils avouent ouvertement leur désir de s'emparer de la Transylvanie, serait excessif » (p. 9).

Sur quoi se base, continue M. de Bertha, la prétention des Roumains à l'état unitaire? Elle ne saurait avoir un autre fondement, si ce n'est dans la fausse idée de leur origine dacique. On doit observer que ce n'est plus leur origine romaine qui est contestée, mais bien celle qui les fait remonter aux Daces, c'est-à-dire l'origine à laquelle se relie la continuité ininterrompue de leur habitation dans la Dacie Trajane. A ce point de vue donc ceux qui désirent combattre la tendance des Roumains au daco-roumanisme — c'est-à-dire à leur réunion dans un seul État — se trouvent dans la nécessité de détruire d'abord la base sur laquelle elle s'élève, pour que les Roumains ne puissent plus invoquer l'adage : *prior tempore potior iure.*

L'intérêt politique perce donc, d'un bout à l'autre, dans l'écrit de M. de Bertha; et il est reconnu que rien ne peut davantage troubler la perception de la vérité que l'immixtion de l'intérêt dans sa recherche. Aussi ne faut-il pas s'attendre de la part de M. de Bertha à une exposition objective et scientifique de la question, mais bien à une exposition préconçue et artificielle, destinée à repousser des fantômes qui troublent le calme et le repos des Hongrois.

Examinons d'abord, si le point de vue, pour lequel le livre est écrit, est conforme à la vérité. Les Roumains d'en-deçà et d'au-delà des Carpathes tendent-ils effectivement à leur réunion en un seul État? Quoiqu'il ne soit nullement extraordinaire qu'un pareil idéal planât sur l'horizon de l'esprit roumain, ce n'est pas lui qui détermine les protestations et l'activité que les Roumains développent autour de la question nationale. Au contraire, si on examine les conditions politiques, il est facile de se convaincre que les Roumains ont intérêt à ce que la Hongrie soit forte, pour qu'en commun avec elle, ils puissent s'opposer au péril de la prédominance des Slaves qui menacent d'engloutir et les Roumains et les Hongrois. Ces deux peuples sont les seuls qui appartiennent à des races différentes au sein de l'océan de Slaves qui les entoure presque de tous côtés. D'autre part, on peut entrevoir, dans un avenir plus ou moins éloigné, la décomposition de l'Autriche : la réunion des Allemands au grand corps de leur nation; l'entrée des Slaves dans la sphère d'action de la politique russe, pendant que les Magyars et les Roumains resteront isolés, au milieu de ces deux grands courants centralisateurs. Les Roumains ne peuvent donc raisonnablement désirer la ruine de l'État hongrois — mais ceci à la condition expresse que les Magyars ne touchent en aucune façon à la nationalité roumaine qui vit sous leur tutelle; qu'ils lui laissent liberté entière de développer son esprit et ses facultés, parce que le peuple roumain veut vivre comme nation, parce qu'il veut ajouter aussi une corde à l'instrument harmonieux de la civilisation universelle. Pour y arriver, il est indispensable que sa base ethnique ne soit pas diminuée; que l'on ne restreigne pas le terrain sur lequel il recrute les génies et les talents destinés à élever le niveau intellectuel de la race tout entière.

Les Roumains ne tendent donc nullement à leur réunion en un seul État, mais ils repoussent avec la dernière énergie la tendance des Hongrois de détruire leur individualité. Ce ne sont pas eux qui attaquent, comme le soutiennent MM. de Bertha et Jancsö, *par nobile fratrum*; au contraire, ils se défendent. Telle étant la position respective des deux parties entre lesquelles se débat le procès séculaire, il va de soi que les Roumains sont placés, par leur situation, dans une condition bien plus favorable que ne l'est celle de leurs adversaires, pour la pénétration de

la vérité. Car on doit bien le remarquer : une des deux parties doit avoir raison. Il s'agit seulement de voir de quel côté peut pencher la balance, du côté des Hongrois ou du côté des Roumains.

*
* *

Il est impossible de suivre M. de Bertha dans tous les détails de sa démonstration, si longue et si compliquée, de la justice de la cause hongroise en regard des Roumains, car il nous faudrait écrire un livre encore plus volumineux que celui que nous analysons. Il sera suffisant de montrer la façon de procéder de l'auteur dans la démonstration qu'il entreprend, l'esprit qui l'anime, les idées dominantes qui le conduisent, et alors nous pourrons nous rendre compte de la valeur scientifique — car il ne saurait être question d'autre chose dans l'appréciation d'une œuvre historique — du travail que nous avons devant les yeux.

Examinons d'abord la façon dont M. de Bertha expose la conquête romaine de la Dacie. D'après lui, l'expédition de Trajan n'aurait pas été d'une grande importance; c'était plutôt un fait d'armes brillant que de grande portée. Trajan ne s'est pas même couvert d'une gloire très grande, vu la disproportion des éléments qui sont entrés en lutte. Ces vues sont incontestablement originales, car personne ne les a encore émises jusqu'ici. Mais dans la science, l'originalité ne peut avoir de valeur que lorsqu'elle embrasse la vérité, c'est-à-dire lorsqu'on découvre une vérité nouvelle. Or, ces affirmations de MM. Jancsö-Bertha sont combattues par les auteurs latins qui disent que, depuis les guerres puniques, Rome n'avait pas soutenu une lutte plus acharnée; par la colonne Trajane élevée à Rome précisément pour célébrer cette victoire considérable; par les jeux extraordinaires qui durèrent 127 jours et pendant lesquels périrent 10.000 gladiateurs et plus de 11.000 bêtes fauves; par les félicitations venues de toutes les parties de l'empire et même des Indes, etc., etc.

La vérité ne consiste point dans le fait que l'expédition de Trajan n'aurait pas eu d'importance, mais bien ailleurs, où M. de Bertha craint de s'aventurer, quoique ce point ait été mis par nous en lumière (1); notamment en ce que la seconde expédition de Trajan contre la Dacie ainsi que la réduction de la Dacie en province romaine était une faute politique commise par Trajan qui n'avait écouté que le mobile de la vengeance, alors qu'il avait entrepris sa seconde guerre contre le roi

(1) *Histoire des Roumains de la Dacie Trajane*, Paris, 1885, I.

dace. Voilà pourquoi Trajan, voulant éviter les conséquences de son action irréfléchie, prit des mesures toutes particulières pour y affermir l'autorité romaine. Il y établit des colonies bien plus nombreuses, que les Romains ne l'avaient fait pour les autres provinces attachées à leur empire. M. de Bertha, est au contraire, d'avis que « la situation de la Dacie, dans le cadre de l'empire romain, n'était pas de nature à imposer au gouvernement central l'obligation de recourir aux mesures extraordinaires qu'une romanisation si rapide eût exigées » (p. 19). L'auteur traite de « phrases prétentieuses » les paroles d'Eutrope, que Trajan aurait transplanté en Dacie : *infinitas copias hominum ad agros et urbes colendas* ; mais il accepte, sans aucune réserve, les rapports des écrivains romains sur l'évacuation de la Dacie, quoique ces témoignages prêtent bien davantage le flanc à la critique. Comment ne pas voir dans cette façon différente de traiter des informations de la même origine, la tendance évidente de démontrer une thèse? Lorsque M. de Bertha arrive à l'invasion des barbares, il continue à soutenir l'opinion de Rösler sur l'occupation de la Dacie par les Goths, quoique M. Hasdeu ait démontré dans son *Histoire critique*, ouvrage que l'auteur connaît et cite, que jamais les Goths ne se sont établis en Dacie, ni avant, ni après l'invasion des Huns en 375. Lorsque M. de Bertha traite de la visite faite par Priscus à Attila, il soutient de nouveau, comme l'avait fait Rösler, que l'écrivain grec avait passé par le Banat, où il aurait dû rencontrer des Daco-Romains dans le cas où ils eussent encore habité le pays à cette époque. M. de Bertha ne discute pourtant point la question analysée par nous, quelle est la partie du Banat que Priscus traversa? Il est à noter qu'il avait passé par la région occidentale de ce pays, la plaine qui s'étendait en dehors du fossé qui limitait la province romaine, région où les Daco-Romains ne s'aventuraient plus, se cachant au contraire dans la partie orientale du Banat, au milieu des montagnes.

Nous avons rapporté ces circonstances pour montrer le système adopté par M. de Bertha dans l'établissement des faits qui se rapportent à la question de la continuité des Roumains dans la Dacie. Il ne répond jamais aux objections que l'on a élevées contre les arguments de ses devanciers, Sulzer, Rösler, Hunfalvy; il feint de les ignorer et il répète toujours les mêmes arguments, comme s'ils n'avaient jamais été attaqués.

Il agit de même en ce qui concerne l'élément étranger, surtout pour l'élément grec de la Dacie. On a déjà réduit ce dernier à ses véritables proportions, et on a relevé l'importance prépondérante de l'élément romain, après une soigneuse étude des inscriptions. M. de Bertha répète, sans discontinuer, la thèse du nombre considérable de Grecs

amenés par Trajan en Dacie, et soutient que l'élément romain était clairsemé. Il en est de même de la brièveté du temps employé à la romanisation de la Dacie. On a invoqué que le même fait s'était reproduit dans d'autres provinces. A toutes ces objections nouvelles, on n'obtient nulle réponse de la part des auteurs hongrois; ils continuent d'invoquer les arguments de Rösler. Ce système du silence ou d'une ignorance simulée prédomine dans tout l'écrit de M. Bertha, enrichi encore d'autres procédés d'investigation historique : glisser, par exemple, sur des faits concluants, sans leur donner l'importance qu'ils méritent; tronquer les documents; traduire trop librement certains autres, afin de leur donner un sens complètement différent de celui qu'ils ont en réalité, etc., etc.

Dans la question de l'immigration des Roumains de la péninsule balcanique dans la Dacie Trajane, M. de Bertha ne se borne pas, comme la vérité l'exigeait, à admettre un contingent de population roumaine venant du sud au nord du Danube, immigration explicable par les ébranlements causés par l'invasion des barbares dans la péninsule. Il admet la formation entière de la population roumaine au sud du Danube. Il va même plus loin : prenant pour base les fantaisies philologiques d'un compatriote, M. Ladislav Réthy, il soutient l'opinion que le peuple roumain entier devait son origine, non à la conquête romaine, mais bien à une émigration de pâtres des Apennins de l'exarchat de Ravenne et de la Romagne, vers le VI[e] siècle après J.-C. C'est de là que les ancêtres des Roumains se seraient dirigés, d'abord vers le nord-est, puis par le Frioul, seraient descendus vers la Dalmatie et l'Albanie, et que de là, *à une époque postérieure à l'invasion hongroise,* ils auraient passé au nord du Danube. L'argument, emprunté par M. de Bertha à M. Réthy, est que la langue roumaine possède des changements phonétiques identiques à ceux des dialectes italiens parlés dans l'ancien exarchat et dans les environs de Rome (*c* et *qu* en *p* ; *l* en *r*). C'est en vain que le célèbre romaniste M. Meyer-Lübke a objecté que de pareils changements de gutturales en labiales se rencontrent dans le dialecte sarde ainsi que dans les langues du pays de Galles et de l'Irlande. Quant au changement de *l* en *r*, il faut observer qu'en roumain ce changement n'a lieu qu'entre les voyelles, tandis que dans le dialecte italien il se rencontrerait seulement au devant des consonnes. Il est également inutile que M. Lübke, dans un compte-rendu du livre de M. Réthy, termine ses observations, en disant « qu'à la façon dont procède M. Réthy, on pourrait tout aussi bien faire venir les Roumains des Alpes cottiennes où l'*n* a eu identiquement le même sort qu'en roumain, ou du nord de l'Espagne où l'*e* se change en *ie* dans la même étendue, et que la question roumaine non seulement n'avait pas été résolue par la brochure de M. Réthy, mais qu'il ne lui avait pas fait faire le moindre

pas » (1). M. de Bertha applique, aussi au savant allemand, la méthode préconisée envers les savants roumains. Il invoque donc l'argument philologique de son compatriote, comme si on n'y avait jamais répondu.

Pour prouver que les Roumains ont habité primitivement la péninsule balkanique, M. de Bertha cite quelques-uns des textes qui en mentionnent dans ces régions. Mais, premièrement, il est très incomplet dans ses citations qu'il aurait pu multiplier, s'il avait consulté notre *Histoire des Roumains*. Il aurait pu y voir en même temps que toutes ces mentions, absolument toutes, se rapportent à des régions que les descendants de ces Roumains occupent encore de nos jours. Or, pourquoi rapporte-t-il ces témoignage si ce n'est pas pour prouver implicitement, toujours d'après l'exemple de Rösler, que les Roumains s'étaient déplacés au nord du Danube. M. de Bertha est loin de comprendre l'argument bien plus subtil et bien mieux combiné, dans sa mauvaise foi, par son prédécesseur. Rösler, mêlant habilement les choses, avait soutenu, que les Roumains avaient été autrefois très nombreux en Mésie (Bulgarie), là où on ne les retrouve plus de nos jours comme des restes d'une ancienne population, et il cite les passages reproduits aussi par M. de Bertha, mais pour prouver leur fréquence en Mésie, et puis, après avoir ainsi mêlé le vrai au faux, il en tire la conclusion que les Roumains ayant disparu de la Mésie, ils doivent avoir passé le Danube. Une étude minutieuse des régions où les Roumains sont indiqués par les sources byzantines, a prouvé que ces régions appartiennent sans exception au sud des Balkans, d'où les Roumains n'ont pas disparu et où ils se retrouvent aujourd'hui, tandis qu'en Mésie il n'y en a jamais eu. Mais si on pouvait découvrir les finesses de Rösler, comment procéder avec M. de Bertha qui n'a pas même cette qualité si nécessaire, quand on a recours aux procédés obliques?

M. de Bertha revient aussi à l'argument de Rösler, que les Roumains n'auraient pu emprunter l'élément slave méridional de leur langue que des Sclavins (plus tard nommés Bulgares) qui peuplaient la péninsule des Balkans. Déjà depuis longtemps M. Hasdeu et moi nous avions répondu à Rösler, en nous basant sur l'éminent écrivain byzantin Procope, que les Sclavins avaient d'abord inondé la Dacie Trajane, et que leur surplus seul s'était répandu au sud du Danube. Mais il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir, ni pire sourd que celui qui ne veut pas entendre! Ce qui est plus grave, c'est que là où les preuves pour la continuité des Roumains sont évidentes, M. de Bertha procède d'une façon plus radicale, pour les rendre inoffensives. Ou il les passe sous silence, ou il glisse sur elles, sans s'arrêter à leur analyse et, s'il rap-

(1) *Litteraturblatt für germanische und romanische Philologie*, Juli 1897, p. 236.

pelle vaguement les documents qui les contiennent, il le fait seulement, pour qu'on ne puisse lui imputer de ne pas les avoir cités — procédés dignes d'avocats défenseurs de mauvais causes, mais non d'historiens. — Notamment dans le chapitre concernant la question *Si les Roumains se trouvaient en Hongrie à l'établissement des Hongrois dans le pays*, M. de Bertha ne mentionne nullement le remarquable document de Bela IV de l'année 1247 (1) qui rapporte l'existence de deux principautés roumaines dans les montagnes de la Valachie, celle de Lythuon sur le droit de l'Olte dans la Petite Valachie, et celle de Seneslau dans la Grande, et dont le document dit: *quas terras Olachis relinquimus prout iidem hactenus tenuerunt*. Il ne mentionne pas non plus la chronique persane de Fazel-Ullah-Raschid qui dit que les Tatares attaquèrent en 1241 le ban Basarabe de la Petite Valachie (Lythuon du document de 1247) et, en face de Brasov, les Valaques noirs de la Grande Valachie (Seneslau du document de 1247). Mais si les Roumains étaient des pâtres nomades, comment avaient-ils des principautés? et pourquoi le roi hongrois leur en laissait-il la possession? et comment se fait-il que leurs habitants les défendissent à main armée contre les Tatares?

Mais il n'est pas besoin de discuter avec M. de Bertha la valeur de pareils arguments, puisqu'il les subtilise. Ce procédé montre l'inquiétude d'âme avec laquelle le représentant des intérêts hongrois veut passer pour celui de la vérité.

Voilà donc le système mis en œuvre par M. de Bertha pour établir la vérité, dans la première partie de son étude, celle-là précisément qui, par son éloignement, devrait permettre plus d'objectivité dans son exposition, mais que l'auteur a actualisée en la faisant servir de base aux revendications actuelles. A quoi pouvons-nous nous attendre pour les autres deux parties de son travail qui, rapprochant les événements, troublent davantage l'onde limpide de l'histoire par le limon des passions politiques?

*
* *

M. de Bertha intitule la deuxième partie de son travail : *Relations entre Hongrois et Roumains jusqu'à la fin du* xvii*e siècle*. Avant de nous prononcer sur l'appréciation par laquelle l'auteur termine cette partie de son exposition, il est nécessaire de continuer l'examen du système de cette exposition elle-même. Cela ne fait que confirmer davantage la vérité établie par nous, à la suite de l'étude de la première partie, que dans l'écrit de M. de Bertha, on peut trouver bien des choses, mais

(1) Le document est rappelé *en passant* et sans en citer le passage important, plus bas à la p. 93.

qu'on y chercherait vainement un esprit scientifique et une méthode historique.

Examinons d'abord la façon dont M. de Bertha utilise les documents historiques. Dans un acte de 1222, André II, roi de Hongrie, fait donation au monastère de Kercz d'une pièce de terre qu'il dit avoir été *exempta de Blaccis*, M. de Bertha traduit cette phrase : « en ayant d'abord éloigné les Valaques ». *Terra exempta de Blaccis* signifie pourtant littéralement : terre enlevée aux Roumains. Quelle est la raison de la traduction *par trop libre* de M. de Bertha? C'est la suivante : si l'auteur avait donné le sens propre du terme, il aurait impliqué l'idée que les Roumains étaient établis, circonstance qu'il lui fallait éviter à tout prix ; tandis qu'en traduisant, « après en avoir éloigné les Valaques », il donne à entendre qu'ils étaient nomades.

Relativement au document important de 1231 qui contient une précieuse assertion concernant le droit de propriété des Roumains, M. de Bertha suit une autre tactique ; il le cite, mais sans rapporter et discuter le sens du passage qui dit qu'un Roumain Trul fils de Cioru (en roumain = Corneille) aurait possédé une propriété : *a tempore jam humanam memoriam transeunte*. Pourquoi? Parce que ce passage confirme d'une part la propriété d'un Roumain dans le district de Fagarache ; puis indique une grande ancienneté de cette propriété, une origine immémoriale.

Un troisième document de l'année 1291 est reproduit d'une façon tronquée au cours d'une analyse arbitraire, à laquelle M. de Bertha le soumet, pour lui faire perdre toute valeur probante en faveur de la continuité. Il s'agit de savoir si ce document contient l'attestation que les Roumains, dans les anciens temps, prenaient part aux assemblées politiques de la Transylvanie. Or, voici les paroles de M. de Bertha relatives à cette question. « Il faut que les Roumains renoncent à la participation de leur peuple aux diètes de Gyulafejervar, et surtout à l'interprétation fantaisiste avec laquelle on a rendu la fameuse phrase : *cum universis Nobilibus, Saxonibus, Siculis et Olachis, pro reformatione status eorundem, congregationem cum iisdem fecissemus*. On se cramponne surtout aux paroles *pro reformatione status eorundem*, pour démontrer que l'assemblée de Gyulafejervar était une assemblée législative. Or, la teneur du document se rapportant à la restitution des biens de maître Ugrin explique clairement qu'il s'agit là simplement d'une assemblée consacrée à une affaire litigieuse, et que les Roumains n'y figurent que comme témoins » (p. 91). Pour apprécier la sincérité et la bonne foi de cette interprétation, reproduisons l'introduction du document : *Nos Andreas... cum universis Nobilibus Saxonibus, Siculis et Olachis in partibus Transilvanis apud Albam Jule, pro reformatione status eorundem, congregacionem cum iisdem fecissemus... magister Ugrinus suas possessiones Fugros et Zumbuthely vocatas*

asserens a se indebite alienatas, surgendo in ipsa congregacione nostra, *sibi redi postulasset*. Tout esprit exempt de préoccupations ne saurait comprendre le document dans un autre sens, si ce n'est que pendant que le roi tenait cette assemblée avec toutes les nations cohabitantes à Gyulafejervar, dans le but de réformer leur état politique ou juridique, maître Ugrin *se leva dans le sein de la congrégation* et porta plainte au roi pour l'aliénation injuste de ses deux terres, ce qui n'était qu'en tout conforme aux coutumes juridiques du moyen-âge, qui autorisaient les diètes à s'occuper de toutes les questions, même d'affaires litigieuses. Ce document constate donc d'une façon évidente la participation des Roumains aux assemblées politiques de la Transylvanie, dans les premiers temps de la domination hongroise.

M. de Bertha combat aussi les assertions des Roumains que, dans les temps plus anciens, ils auraient eu une organisation particulière, sous des knèzes et des voïvodes, un droit consuétudinaire propre à eux, une noblesse et une organisation militaire distincte de celle des Hongrois. Ici pourtant il ne s'agissait plus de glisser sur les preuves, sans s'y arrêter, car ces faits ne sont plus attestés par des documents singuliers, mais au contraire par un nombre qui se chiffre par centaines et même par milliers. M. de Bertha a recours ici à un autre moyen, pour renverser la force probante des actes du passé, notamment à l'ironie et à la moquerie, en comparant les voïvodes roumains aux chefs de bandes Tsiganes auxquels on donne aussi le nom de voïvodes. Les *Approbatae constitutiones* empêchant les Tsiganes, à partir d'une époque, d'élire des voïvodes, M. de Bertha s'écrie : « Les Tsiganes pourront donc prouver que ce furent les *approbatae* et les *compilatae* qui les privèrent de leurs chefs nationaux, de leur administration et juridiction ! » (p. 109). Nous remercions M. de Bertha pour l'obligeante comparaison, mais nous ne pouvons nous empêcher de lui rappeler que, lorsque les voïvodes roumains du Maramourèche se révoltèrent et lorsque les armées de Louis le Grand s'en retournèrent battues de Moldavie, il est sûr que les ancêtres de M. de Bertha ne pensaient nullement à établir de pareils rapprochements. Les voïvodes roumains sont toujours de grands propriétaires terriens, assez souvent désignés par le titre de comtes dans les documents, et dont la puissance mettait souvent en danger celle des rois de la Hongrie.

Comme il ne nous est pas possible, dans un compte-rendu, de traiter plus à fond cette question, nous nous en rapportons aux efforts surhumains faits par M. de Bertha pour jeter des ténèbres sur cette partie de la question roumaine et nous sommes convaincu que celui qui lira les chapitres de l'auteur sur l'*Organisation militaire* des Roumains, lira entre les lignes ce que M. de Bertha s'efforce précisément de cacher, c'est-à-

dire l'existence d'une organisation politique, sociale et militaire du peuple roumain, dans les premiers temps de la domination hongroise.

Mais quel peut-être l'intérêt de M. de Bertha à nier de pareils faits? Il est assez extraordinaire que nous fassions une pareille question, lorsqu'il s'agit d'une œuvre historique. Quel intérêt peut-il avoir à contester au peuple roumain le droit de propriété, sa participation aux assemblées du pays, ainsi que son organisation sociale, politique et militaire? La réponse est facile à faire. Si les Roumains disposaient de pareils droits dans les temps plus anciens de leur soumission aux Hongrois et s'ils les perdent plus tard, la théorie de leur immigration plus récente en Transylvanie, dans le genre de celle des Tsiganes, devient absolument impossible à défendre, et l'hypothèse de la continuité s'impose d'elle-même. Car comment pourrait-on imaginer, que les immigrants roumains, sous forme de pasteurs, eussent obtenu aussitôt les droits dont leur peuple jouissait, et qu'ils les eussent perdus plus tard, lorsqu'il est reconnu que, dans de pareils cas, les peuples immigrants, sont toujours réduits en esclavage, comme la chose est arrivée pour les Tsiganes et les Tatares, ou bien sont fort maltraités, comme cela advint aux Juifs? Si, au contraire, nous admettons que les Roumains furent soumis par les Hongrois, alors la misère de leur condition s'entend d'elle-même; l'oppression, au commencement plus retenue, s'appesantissant toujours.

Ce n'est que de la sorte que l'on comprend les révolutions répétées parties du sein des Roumains contre les Hongrois, quelquefois unis aux paysans magyars, plus tard seuls. M. de Bertha montre que la révolution de 1437, le seul des troubles plus anciens dont il fasse mention, a été fomentée par les paysans hongrois auxquels se joignirent aussi les Roumains. Même si les choses en étaient ainsi, pour les révolutions de 1324, 1437, 1480 et 1514, cela prouverait seulement que dans des temps plus reculés il y avait aussi en Transylvanie des paysans hongrois, comme il y avait aussi des nobles roumains; mais qu'avec le temps, les majorités absorbèrent les minorités, et que les nobles devinrent tous magyars, pendant que les paysans se transformèrent tous en Roumains. Voilà pourquoi les révolutions plus récentes telles que celle de 1600 du temps de Michel le Brave, celle de 1784 sous Horia et la révolution de 1848 ne sont plus dues qu'aux paysans roumains.

Mais il n'y eut pas rien que ces grands mouvements, dirigés contre la nation dominante, par la nation opprimée des Roumains. La révolution était, pour ainsi dire, en permanence et, chose caractéristique, les Roumains cherchaient à faire du mal à leurs oppresseurs par les incendies. M. de Bertha ne voit, dans ce crime, que la cruauté des Roumains et justifie les mesures sévères qui furent prises contre eux. Nous

y voyons encore autre chose : le désir de *la vengeance* ! Ce n'étaient pas là des crimes ordinaires, commis par les Roumains, dans le but de s'approprier le bien d'autrui. Lorsqu'ils livraient aux flammes destructives les fortunes des peuples dominants, ils prouvaient par là leur haine et l'exaspération à laquelle leurs âmes étaient en proie, par suite de siècles entiers d'injustice, d'oppression et de spoliation de tous leurs droits.

Comment étaient traités les Roumains à la suite de pareils actes, ceci nous est attesté par l'historien hongrois Bethlen qui dit, que « jamais les épieux, les cachots, les haches, les crochets, les potences et les coins des rochers ne mirent à mort tant de criminels comme on le fit avec les Roumains » (1), « et lorsque le prince héritier Joseph II, le fils de Marie-Thérèse, vint en Transylvanie, pour se convaincre par ses propres yeux de l'état des choses, le gouvernement dut prendre des mesures, pour nettoyer les chemins des cadavres des Roumains en décomposition, que l'on y avait laissés exprès pour effrayer les passants.

Mais M. de Bertha trouve encore le moyen de défendre ses connationaux. Sait-on pourquoi les Hongrois réduisaient continuellement les Roumains en servage? C'était pour les civiliser ! La chose pouvant paraître trop difficile à croire, nous reproduisons le passage : « Et comme la grande masse des Roumains se composait de paysans et ne possédait aucune caste sociale en dehors des kénèzes, l'État hongrois ne pouvait les conquérir pour la civilisation, qu'en leur imposant le servage et par là indirectement l'agriculture. Quand les lois admettaient donc que les nobles pussent faire des serfs *et même de vive force de tous les Roumains vagabonds*, sans tenir compte de l'endroit où il les ont pris, ce n'est pas leur asservissement qu'elles visent, mais bien leur civilisation » (!! p. 148). Quant à la qualification des Roumains comme vagabonds, nous nous contentons d'observer que cette épithète leur est donnée par un descendant de la gent hunique. Quant à la civilisation que les nobles hongrois introduisaient dans le sein du peuple roumain, voici en quoi elle consistait :

Les nobles avaient sur les paysans la juridiction suprême, tant pour les chasser de leurs terres, que pour les battre, les emprisonner et même les punir de mort. Le maître étant le juge du paysan, ce dernier ne pouvait réclamer contre lui. Le serf devait travailler de quatre à six jours par semaine pour son seigneur, même pendant les jours de fêtes orthodoxes qui n'étaient pas respectés par les religions dominantes de la Transylvanie. Si la famille du serf se multipliait, tous les garçons qui

(1) *Historia de rebus Transilvanicis*, IV, p. 128. Comp. St. Szamosközi, dans les *Monumenta Hungariae historica, Scriptores*, XXVIII, p. 342.

étaient en état de travailler étaient obligés de le faire en commun avec leur père sur les terres des seigneurs ; assez souvent ces travaux s'exécutant à une grande distance de leur village, les serfs ne pouvaient en aucune façon soigner leurs propres intérêts. Les femmes et les filles du serf étaient employées à la cour du seigneur pour filer et tisser, et même pour des travaux ordinaires; de plus les filles étaient obligées de se soumettre au *jus primae noctis*. Quoique le temps presque entier du paysan fût destiné aux travaux du noble, le paysan était soumis encore à une foule de contributions envers le maître. Il lui donnait en argent par an, la somme de 2 florins 33 kreutzers, une sagène de bois (11 mètres cubes) et un seau de beurre ; quelques-uns d'entre les serfs étaient obligés d'acheter du vin au seigneur jusqu'à concurrence de 25 florins et de le payer entièrement, fût-il bon ou mauvais. A la naissance d'un enfant du noble, chaque serf était obligé d'apporter comme don une poule. A Noël encore une poule et dix œufs; à Pâques, deux côtes de porc et une poule; à la Saint-Georges (23 avril), un agneau gras; pendant l'été, deux poulets, deux mesures d'avoine, deux cents colimaçons et un morceau de résine. De deux poissons pris par le serf, un appartenait au seigneur. Les serfs ne pouvaient se livrer à la chasse, attendu que le port des armes leur était défendu, sous peine de perdre la main droite. Les serfs étaient obligés d'acheter la viande des bêtes à cornes mortes chez le noble; leurs prêtres devaient hiverner leurs chiens de chasse ; aux ponts des maîtres, le serf était tenu de payer le péage quand même le serf le passait dans l'intérêt du seigneur; il ne pouvait moudre ses grains chez lui, mais seulement au moulin du seigneur, où il payait une taxe par mesure; le fumier de leurs animaux devait être transporté sur les champs du noble. Les femmes des serfs, en outre de la culture du chanvre et du lin du maître jusqu'à leur transformation en toile, étaient encore obligées de conduire, en temps voulu, leurs oies dans la cour de leur maître, et de les y déplumer, afin de laisser à ce dernier le duvet et les plumes (1). Mais on objectera peut-être que l'état des paysans était presque le même aussi en Occident. On ne saurait le contester. Pourtant il faut observer que pas un écrivain n'a pris à tâche de considérer cette situation des serfs comme le résultat d'une mesure civilisatrice. Au contraire, il n'est pas d'esprit sensé qui ne reconnaisse que de pareils abus étaient les restes d'une époque de barbarie, et que la civilisation ne se manifesta que le jour où ils furent abolis. M. de Bertha seul les considère comme des moyens de civilisation.

(1) Résumé d'après les détails pris sur les documents originaux par G. Baritiu, *Parti alese dia istoria Transilvaniei*, 1896, p. 475-478 et 484.

Nous ne comprenons pas trop le besoin qu'avait M. de Bertha d'exposer l'histoire des règnes des principautés de Valachie et de Moldavie pour traiter celle qui concerne les Roumains de l'Ardeal (Transylvanie), à moins que ce ne soit pour se donner le plaisir de répéter les accusations de trahison des voïvodes de ces principautés envers les Hongrois : Mircea, Vlad le Diable, Vlad l'Empaleur et surtout Michel le Brave, l'épine qui gênera toujours le talon des Hongrois. M. de Bertha qui, dans tout le cours de son ouvrage, ne fait que juger les choses, le plus souvent sans rime ni raison, ennuyant le lecteur avec son rôle de justicier des siècles et des nations, prononce aussi sur Michel le Brave un jugement qui ne cadre nullement avec les faits. » Criminel, dit-il, par ce qu'il a fait, plus criminel encore par ce qu'il a voulu entreprendre, Michel le Brave n'a pour excuse que sa fin prématurée » (p. 195). Pourquoi criminel, nous ne le comprenons guère, pas même au point de vue hongrois, puisque, lorsqu'il conquiert la Transylvanie, Michel veut y établir sa domination en s'appuyant sur l'élément magyar, et même réprime les Roumains qui se soulevaient partout, dans l'espoir que leur prince les délivrerait du joug sous lequel ils gémissaient. M. de Bertha lui-même est forcé de le reconnaître (p. 210). Quant à la manière dont l'auteur expose l'histoire du voïvode valaque, il prouve le même respect pour la vérité qui caractérise son travail tout entier. D'après lui, Michel aurait été battu par les Turcs à Calougaréni et aurait pris la fuite vers les montagnes, où Sigismond Batori, le prince de Transylvanie, aurait recueilli ses troupes débandées et, avec ses 60.000 hommes, aurait attaqué les Turcs et repris Tergovist et Bucarest » (p. 205). Nous perdrions notre temps si nous voulions redresser les choses sur la base des documents nombreux et authentiques de l'époque. Nous montrerons seulement, par un exemple frappant, la façon dont M. de Bertha utilise les documents, aussitôt qu'ils peuvent être invoqués contre les Roumains.

Michel le Brave fut arrêté et mis à mort sur l'ordre du général autrichien Basta, avec lequel il avait commandé en commun les troupes impériales contre Sigismond Batori, l'ex-prince de Transylvanie. Basta avait accusé Michel de trahison envers l'Empereur, se fondant sur des lettres que Michel aurait envoyées aux Turcs. Ces lettres avaient été remises au général impérial par Sigismond Batori, avant la lutte de Goroslov, dans laquelle Michel et Basta devaient commander les troupes en commun, dans le but de semer la division entre les généraux et d'affaiblir l'armée impériale. Basta ne leur accorda pas la moindre attention et laissa Michel prendre part à l'action. Après la victoire, un différend s'éleva entre Michel et Basta au sujet de quelques canons et drapeaux que le voïvode voulait envoyer personnellement à l'Empereur,

ayant été pris par lui. Basta alors se rappelle les lettres qu'il avait reçues, accuse Michel de trahison et veut l'arrêter. Bien que la suite de ces faits jette un jour très louche sur l'authenticité de ces lettres, leur contenu renferme la preuve évidente de leur fausseté. Dans l'une d'elles, adressée en apparence par Michel à trois boyards de Valachie, province qui se trouvait maintenant sous la main d'un rival de Michel, le voïvode commence par leur dire qu'il a conclu avec le Très-Saint Empereur une convention, par laquelle il a obtenu un nombre de soldats pour réoccuper la Transylvanie et les deux principautés de Valachie et de Moldavie; puis tout à coup il change de ton et dit : « qu'il ne peut plus séjourner dans cet empire, au milieu d'hommes ignorants et insensés qui l'entourent et qui n'ont aucune valeur. L'Empereur est un homme d'une science commune et sans aucune mesure. Je prie donc Dieu de me tirer d'ici le plus tôt possible, afin que mettant la main sur la Transylvanie et sur les deux principautés de Valachie et de Moldavie, je puisse rentrer sous l'égide et la protection de l'empereur des Turcs qui resplendit sur toute la terre. » Ce qui nous doit étonner tout d'abord, c'est de voir Michel le Brave qui s'était donné tant de peine pour obtenir le pardon et la faveur de Rodolphe II, s'enhardissant à écrire, dans les pays allemands mêmes, une pareille lettre à des boyards qui se trouvaient sous l'autorité de son rival, Siméon Movila, en Valachie, blâmant et insultant même l'Empereur et toute sa cour. Puis, les appréciations de Michel le Brave sur l'ignorance de l'Empereur et de son entourage sont tout à fait déplacées, dans la bouche d'un homme qui ne brillait précisément pas par la science, Pour M. de Bertha, de pareilles considérations n'existent pas. Pour lui, « le doute n'était plus possible : Michel trahissait » et cette prémisse sert à justifier l'appréciation de l'auteur sur le meurtre de Michel : « Justice sommaire contre laquelle le sentiment moral raffiné du XIXe siècle se révolte incontestablement; mais justice vengeresse des trahisons et des ingratitudes passées, et justice préventive pour celles également que le voïvode n'aurait pas manqué de commettre plus tard, en ayant pris par trop le goût et l'habitude » (p. 213).

Ce serait peut-être trop prétendre de la sagacité historique de M. de Bertha, de vouloir qu'il ait trouvé lui seul le critérium pour apprécier, à leur juste valeur, les lettres de Michel le Brave. Mais le travail ayant été déjà fait par d'autres, il ne lui était pas permis de l'ignorer, si c'est un savant, ni de feindre de l'ignorer, si c'est un historien.

Le même chapitre, sur Michel le Brave, nous donne encore le moyen de constater la conséquence des idées de M. de Bertha et par suite le sérieux de son travail. Il dit, d'un côté, « que Michel le Brave n'a pas négligé les avantages qu'il pouvait tirer du concours de ses compatrio-

tes habitant la Transylvanie, espérant qu'ils allaient grossir les rangs de ses armées et faciliter ainsi sa tâche de compétiteur au trône de ce pays ». Quelques pages plus bas, l'auteur oublie ce qu'il vient de dire, et reconnaît « que la manière énergique dont Michel se servit pour réprimer les révolutions des paysans roumains, lui valut une certaine sympathie chez les Magyars » (p. 208 et 210). Où est la vérité entre ces deux assertions? Car, ou Michel encourageait les Roumains à se révolter contre les Hongrois et à venir grossir ses armées, ou bien il défendait les Hongrois contre leurs attaques.

Maintenant que nous avons exposé assez de faits qui puissent caractériser la nature des relations entre les Roumains et les Hongrois, voyons comment peut subsister, en face de ces relations, la conclusion de M. de Bertha qui dit que : « en terminant cette rapide esquisse de la première période des relations entre Magyars et Roumains, compatriotes ou voisins, on ne peut que les regretter *à cause de la cordialité qui les a caractérisées*. S'ils eurent quelques difficultés à régler entre eux, les armes à la main, ils vivaient ordinairement en bonne intelligence, et la tutelle que la Hongrie et la Transylvanie ont exercée sur les voïvodies roumaines et sur leurs propres habitants s'explique aisément par leur ancienneté et leur civilisation relatives en face d'un État et d'un peuple en formation. Dans ce cas-là, *ne pas abuser de sa supériorité*, et la mettre même au service du plus faible est une réelle et rare vertu. Les Magyars l'eurent, et les Roumains leur en furent plus d'une fois reconnaissants » (p. 251).

M. de Bertha pouvait écrire ces lignes, ayant laissé dans l'ombre toutes les horreurs qui caractérisent les véritables relations entre Roumains et Hongrois; les révolutions et les incendies, les pals, les fourches et les haches qui répandirent entre les deux peuples une mer de sang difficile à franchir. Mais même pour le but poursuivi par M. de Bertha, de mettre d'accord les Roumains avec les Hongrois et de faire accepter aux premiers la magyarisation, nous pensons qu'il n'est pas permis de donner des entorses à la vérité et à l'histoire.

* * *

La troisième et dernière partie de l'ouvrage de M. de Bertha a pour titre : *Les Roumains au service de la réaction*, et dans cette partie, l'auteur devait arriver au comble, dans sa tendance à dénaturer la vérité, son intérêt de défendre la cause des Hongrois devenant d'autant plus aigu, que nous approchons des temps contemporains.

Les premiers chapitres de cette troisième partie traitent de l'union de l'Église roumaine avec l'Église catholique et de la révolution de Horia

en 1784. L'idée maîtresse développée par M. de Bertha est que ces deux mouvements du peuple roumain tendaient à renverser le constitutionalisme de la Transylvanie. L'auteur termine son chapitre sur l'union par les paroles suivantes : « Tels furent les résultats des efforts tentés pendant 90 ans par des hommes d'État autrichiens, en vue de l'unification de la monarchie sur la base du catholicisme, et telle était l'attitude des Roumains en face de leurs tentatives. Si ces efforts n'aboutirent pas, il n'en est pas moins vrai qu'il se forma un courant extra-constitutionnel derrière les Magyars, entre Vienne et les Églises unies et non unies, qui ne cessa plus de menacer les Hongrois depuis, et dont on devait fatalement se servir tôt ou tard, quand il s'agirait de les combattre en leur qualité de gardiens fidèles du constitutionalisme » (p. 303). La révolution de Horia est aussi considérée par M. de Bertha « comme l'effet de l'attitude anti-constitutionnelle de Joseph II sur l'imagination des Roumains. Dans leur ignorance, les Roumains croyaient que les actes du philosophe impérial n'avaient pour mobile que *la haine* contre la noblesse magyare, objet également de la leur, et que cette communauté de sentiments leur procurerait tôt ou tard la réalisation de leurs rêves, ou plus exactement l'assouvissement de leurs appétits » (p. 319). Nous nous demandons de quelle *haine* il peut être question entre Roumains et Hongrois, lorsque M. de Bertha relevait quelques pages plus haut la *cordialité* des relations entre ces deux peuples ? On voit donc bien que l'auteur ou ne croit pas, ou ne sait pas ce qu'il dit ; peut-être même les deux. Il continue : « Or, ce que l'on peut reprocher à l'Empereur, à juste titre, c'est d'avoir voulu transporter ses rêves humanitaires dans un milieu où les hommes n'y étaient préparés ni par l'instruction, ni par l'éducation, où ses spéculations philosophiques ne pouvaient être que mal comprises. De ce côté-là, il lui revient incontestablement une part de responsabilité dans les atrocités commises par les insurgés roumains, si sa bonne foi ne peut être mise en doute ; on doit supposer aussi que Horia et Kloska furent les victimes convaincues de ses coquetteries philanthropiques » (p. 337). Voilà pourquoi M. de Bertha approuve Joseph, lorsqu'à « l'approche de sa fin, il rétracte toutes les mesures arbitraires au moyen desquelles il avait régné, à *l'encontre des dispositions les plus explicites de la constitutian hongroise, et lorsqu'il abandonna d'un seul coup ses idées les plus chères au sujet de l'émancipation des serfs* » (p. 339).

Il est très important de se rendre bien compte de ce que veut dire M. de Bertha par les passages rapportés, attendu qu'ils nous dévoilent les pensées cachées que les Hongrois nourrissent encore de nos jours à l'égard des Roumains.

Il est évident que l'auteur reproche aux Roumains, ainsi qu'à l'Empe-

reur, d'avoir voulu renverser la constitution transylvaine et de porter par là un coup réactionnaire à cette constitution (nous rappelons que le titre de la troisième partie est : *Les Roumains au service de la réaction*).

Nous nous sommes abstenu jusqu'ici de caractériser la valeur des jugements que M. de Bertha ne manque pas de prononcer sur tous les faits qu'il rencontre sous sa plume, jugements qui finissent par devenir fastidieux, par l'immixtion continuelle de la personnalité de l'auteur dans les faits rapportés par lui. Nous sommes au contraire d'avis, que l'historien doit juger le moins possible, et se borner à l'exposition véridique des circonstances et à la découverte de leur enchaînement causal. Si nous avions affaire à une œuvre historique véritable, il suffirait de désapprouver cette façon de concevoir l'exposition du passé. Mais lorsque l'auteur trouve bon de tomber sur les Roumains à chaque instant, de les caractériser comme injustes dans leurs prétentions, avides et rapaces dans leurs procédés, ignorants par leur esprit et barbares par leurs tendances, tandis que les Hongrois sont donnés comme les représentants de la civilisation occidentale sur les confins de l'Orient, nous sommes aussi poussés à appliquer aux choses la mesure morale, celle du progrès et de la civilisation, et à voir si M. de Bertha qui défend la constitution de la Transylvanie, peut être considéré comme le représentant des idées élevées dont il semble se constituer le défenseur.

Et d'abord, examinons ce que signifie le terme de constitutionalisme, appliqué à l'organisation que la Transylvanie avait à l'époque dont il s'agit? Si nous prenions ce terme dans l'acception qu'il possède aujourd'hui, signifiant le règne des lois, édictées en vertu des principes de l'égalité et de la liberté, nous commettrions la plus grosse erreur. La constitution de la Transylvanie, dont l'attaqae éveille les regrets de M. de Bertha, était précisément la dénégation la plus complète de cette forme de vie de l'État. M. de Bertha lui-même nous dit, dans les paroles rapportées plus haut, que la constitution de la Transylvanie consistait dans le droit de servage que les trois nations privilégiées de ce pays mettaient en œuvre sur le peuple roumain. Nous avons vu plus haut où cette constitution avait conduit : à l'oppression la plus inhumaine de la part des nations privilégiées à l'égard des serfs roumains ; à l'exploitation la plus avide et la plus rapace du travail d'un peuple entier au profit d'une minorité insatiable; à la spoliation la plus injuste des faibles, de la part des forts, et enfin une haine et une inimitié des plus grandes entre la classe égorgée et ses bourreaux. Voilà donc de quelle sorte de constitution il est question, lorsqu'il s'agit de la Transylvanie, et quelle forme de gouvernement jouit de l'approbation de M. de Bertha.

Or, il est connu que le progrès se réalise dans trois directions : dans celle de la vérité, par la découverte des lois qui gouvernent l'univers et par le moyen desquelles nous en prenons possession intellectuelle (la science) et possession matérielle (l'industrie); dans celle du beau, par la création de sources toujours nouvelles de jouissances spirituelles; enfin dans celle du bien, par laquelle se réalise toujours davantage la participation des hommes aux jouissances procurées par les deux autres sources du progrès. De toutes ces voies, par lesquelles le progrès s'accomplit, la réalisation du bien est sans contredit la plus importante, attendu qu'elle correspond le plus complètement à l'idéal humain. Soutenir donc une organisation de l'État, qui est précisément la négation du plus important facteur du progrès, et montrer des regrets pour avoir été battue en brèche, c'est prouver une conscience arriérée et un esprit fermé aux lumières de la civilisation.

Nous ne pouvons passer sous silence une hérésie de M. de Bertha qui se rapporte à la situation de la Petite-Valachie pendant la durée de la possession temporaire de l'Autriche de 1718-1739. M. de Bertha voulant expliquer les causes de l'émigration des Valaques vers la Transylvanie — émigration qui elle-même n'existe que dans son imagination — du temps de l'époque phanariote, dit à cette occasion que « cette prédilection de l'émigration, pour la Hongrie, avait une raison particulière. Elle était motivée par le *bonheur* dont les Roumains de la Petite-Valachie jouirent pendant 20 ans sous la domination autrichienne, c'est-à-dire depuis la paix de Passarowitz, 1718, jusqu'au traité de Belgrade, 1739 » (p. 307). Cette assertion est tout ce qu'il y a de moins fondé historiquement. Les documents autrichiens du temps de l'occupation montrent précisément un profond mécontentement de la population de l'Olténie sous la domination allemande, et une émigration presque complète de cette population des districts annexés, vers la Grande-Valachie qui était restée sous l'ancienne administration roumaine. Les causes de ce fait, en apparence difficile à croire, ont été analysées par nous sur la base des nombreux documents laissés par l'administration allemande du pays (1), et nous nous étonnons que MM. Jancsö-Bertha entreprennent d'écrire l'histoire, lersqu'ils sont si peu renseignés sur les faits qui s'y rapportent. Il est ensuite souverainement inexact que, du temps des Phanariotes, l'émigration se soit dirigée vers la Hongrie, où les Roumains savaient quel sort les attendait, celui d'être réduits de vive force à l'état de serfs par les nobles du pays. L'émigration des Roumains de la Grande-Valachie se dirigeait vers la Bulgarie et la Serbie, pendant que ceux de la Moldavie se sauvaient en Russie; mais pas un document du

(1) *Histoire des Roumains de la Dacie Trajane*, vol. II.

temps nous montre une émigration des Roumains des Principautés, vers la Hongrie.

Pour revenir de cette observation incidente, au fil de l'exposition de M. de Bertha, nous constatons qu'à partir de 1848, l'auteur cesse d'imputer aux Roumains leur *anti-constitutionalisme*, pour leur reprocher, à partir de cette époque, leur *anti-libéralisme*, attendu qu'ils deviennent les alliés du gouvernement viennois et du tsar russe, les organes de la réaction patente et évidente, et luttent contre les Hongrois qui auraient pourtant défendu la noble cause de la liberté. D'après M. de Bertha, « la révolution de 1848 ne fut que l'alliance longtemps préparée de la réaction et du roumanisme » (p. 417). « Aujourd'hui les Roumains voudraient imposer leur loi, ne leur en déplaise, tout simplement en raison des services qu'ils ont rendus, non pas à la liberté, à la civilisation ou au progrès, mais à la réaction la plus sotte et la plus odieuse qu'ils ont secourue sciemment ou inconsciemment, avec un zèle digne d'une meilleure cause » (p. 263).

Mais M. de Bertha ne cherche pas à expliquer ce fait si insolite, que les Roumains qui précisément, en raison de leur situation si précaire, avaient le plus besoin de liberté et d'égalité, se jettent plutôt dans les bras de la réaction autrichienne, que dans ceux du libéralisme magyar. Il se contente de leur reprocher leur conduite odieuse, sans chercher à la comprendre. C'est nous qui allons le faire à la place de M. de Bertha.

Les principes proclamés par les Hongrois en 1848 étaient en effet très libéraux, mais rien que pour eux-mêmes vis-à-vis de l'Autriche, non pour les autres nationalités non magyares de la Hongrie. A leur égard prédominait, dans les rangs des Magyars, la politique la plus injuste et la plus absolue. C'est ainsi que l'union de la Transylvanie avec la Hongrie fut votée par une assemblée, élue d'après le système ancien, qui excluait complètement les Roumains de toute participation à l'assemblée. Or, nous demandons si un pareil système, d'imposer une loi par la minorité à la majorité des habitants d'un pays, peut être considéré comme une mesure libérale? Les Hongrois votèrent aussi une loi sur la presse, très large quant à ce qui les concerne, mais en même temps draconienne à l'égard des autres nationalités, imposant aux journaux qui leur appartenaient des cautions très élevées et édictant des peines très sévères contre tous ceux qui attaqueraient la parfaite unité de l'État hongrois. Nous nous demandons encore où est l'égalité devant la loi, principe inséparable de toute tendance libérale? Ces deux mesures poursuivaient un but, avoué même publiquement par les hommes politiques hongrois de l'époque : Sczehenyi, Wesselenyi, Kossuth, notamment la magyarisation des nationalités autres que les Hongrois et surtout celle des Roumains. Parmi les lois votées par la diète de 1848, nous rappelons celle

qui concernait les asiles d'enfants et qui poursuivait la magyarisation des enfants dès leur âge le plus tendre. Ravir ce qu'un peuple possède de plus cher, sa langue et son caractère, voilà le but des Magyars de 1848. Et pourtant M. de Bertha lui-même, comme le faisait d'ailleurs son noble devancier, le comte Sczehenyi, ne peut s'empêcher de reconnaître « qu'il est impossible qu'une nation puisse occuper une place honorable dans le conseil des peuples, sans avoir à sa disposition une langue cultivée » (p. 345). De quel droit les Hongrois veulent-ils ravir aux autres peuples, ce qu'ils considèrent pour eux-mêmes, comme un bien inestimable ? Et s'ils le font, peut-on soutenir, avec M. de Bertha, que les Hongrois se distingueraient par leur supériorité morale et intellectuelle, la droiture de leurs principes et leur fidélité à la foi jurée? (p. 199). Nous nous demandons comment on peut écrire de pareilles choses, quand chaque fait d'une histoire de plus de mille ans donne un démenti à celui qui les affirme!

Il s'ensuit que si le constitutionalisme magyar tendait à détruire la vie matérielle du peuple roumain, le libéralisme magyar poursuit comme but la destruction de sa vie morale et intellectuelle.

Il est bien entendu que M. de Bertha évite de toucher à la façon dont l'union de la Transylvanie fut votée, ainsi qu'à la loi sur la presse ou à celle qui visait les asiles d'enfants. M. de Bertha suit très assidûment le principe qui le dirige dans tout le cours de son *étude*, de passer sous silence tout ce qui ne conviendrait pas à son peuple, et de ne relever que ce qui servirait à établir la justesse de sa cause. Ainsi, par exemple, il ne manque pas de citer le projet de loi voté le 21 juillet 1849, alors que la révolution hongroise était aux abois. Les Hongrois, dans un effort désespéré, voulaient attirer les Roumains, en reconnaissant leurs prétentions. Les dispositions de ce projet de loi sont, d'après M. de Bertha, les suivantes : « on n'emploiera plus le nom de Valaques en voulant désigner les Roumains ; il est permis aux départements où les Roumains sont en majorité de se servir du roumain dans l'administration et dans les écoles, ainsi que devant les tribunaux; il est loisible aux Roumains de pétitionner dans leur langue maternelle; au Ministère des cultes il y aura une section spéciale, avec des employés roumains spéciaux, pour les affaires de l'Église orthodoxe ; on traitera leurs églises et leurs écoles de la même manière que celles des autres religions; on installera à l'Université de Budapest une Faculté théologique orthodoxe; dans les communes ce seront les Roumains qui commanderont la garde nationale ; dans les administrations gouvernemen-

(1) Voir à ce sujet un article inséré par nous dans la *Revue de Géographie* de M. Ludovic Drapeyron, 1896 : *A propos du Millénium magyare.*

tales on admettra les Roumains au même titre que les Hongrois; les révoltés roumains, en déposant les armes, seront amnistiés, à condition de prêter serment à l'indépendance hongroise. Voté dans les derniers jours de juillet, nous dit l'auteur, ce projet de loi sombra avec beaucoup d'autres quelques semaines après, dans le terrible naufrage de la cause hongroise, *tout en démontrant la bonne volonté des hommes d'État magyars* (p. 437). Nous nous étonnons beaucoup du manque de bon sens de M. de Bertha. Comment ne voit-il pas qu'un pareil projet de loi, voté au moment où les Hongrois avaient le couteau sur la gorge, et dont on n'a plus parlé depuis, démontre précisément l'absence totale de bonne volonté de la part des hommes d'État de la Hongrie? Si cette bonne volonté existe, pourquoi un pareil projet n'est-il pas revenu sur le tapis, depuis que les Hongrois sont redevenus les maîtres de la situation? car les Roumains se contenteraient de l'application sincère de la loi du 21 juillet 1849.

L'histoire du compromis austro-hongrois est arrangée par M. de Bertha de façon à mettre les Hongrois, leur politique et leurs tendances, sous le jour le plus favorable. A cette occasion l'auteur trouve bon de devenir sentimental; il entonne des accents lyriques d'un goût tout aussi douteux, qu'ils sont éloignés de la vérité. Il nous dit que « l'amélioration de la situation de la Hongrie devint une certitude le jour (24 avril 1854) où François-Joseph conduisit à l'autel la princesse Élisabeth de Bavière. C'était installer sur le trône, sous l'égide de la beauté et des charmes, l'ange tutélaire des Magyars, vers qui la jeune impératrice se sentait attirée en souvenir de sa sainte patronne, la personnification idéale de la charité chrétienne, issue de la famille des Arpad ». Il était naturel que la sympathie passât de l'impératrice à l'empereur, et aussi M. de Bertha nous montre-t-il que « les succès purement moraux de l'émigration hongroise, la désinvolture avec laquelle la question hongroise fut traitée lors de la conclusion de la paix de Villafranca, démontrèrent clairement à la Hongrie, qu'elle n'avait rien à attendre de l'étranger, qu'elle ne devait chercher son salut que dans sa réconciliation sincère avec François-Joseph, à qui revenait la couronne de saint Étienne même d'après la constitution hongroise. Ce fut donc en apparence la nécessité qui fit éclater la sympathie secrète que le souverain et la nation avaient de tous temps ressentie l'un pour l'autre, dont on avait traîtreusement interrompu le courant et qui, en unissant le trône et les chaumières, rend la Hongrie d'aujourd'hui si glorieuse, prospère et florissante! » (p. 454). Renforçant toujours la note, M. de Bertha ajoute les considérations suivantes à l'occasion de l'élection de l'empereur d'Autriche comme roi de Hongrie: « Ce qui émouvait, c'était la pensée que l'on assistait à la réconciliation sincère d'un souverain et d'une nation éga-

lement bien intentionnés, mais n'ayant pas su se comprendre tout d'abord; que l'on applaudissait au dénouement d'un drame commencé dix-neuf ans auparavant par l'avènement au trône de François-Joseph, par une froide matinée d'hiver, au fond de la sombre forteresse d'Olmütz, et finissant au seuil de l'été au milieu d'une foule ivre de bonheur, sur les bords poétiques du Danube, par son couronnement comme roi de Hongrie! Trente-deux ans sont déjà passés depuis que celle-ci a recouvert ses droits séculaires; depuis que l'œuvre de Déak subsiste, et l'Autriche-Hongrie est aujourd'hui plus puissante, plus estimée et plus respectée que jamais. Gloire à tous ceux qui y ont contribué? Trois fois gloire à François-Joseph qui l'a consommée avec la simplicité d'un homme loyal et la dignité d'un grand roi! (p. 471). Après une pareille tirade on est en droit de s'attendre à de la musique! car M. de Bertha est musicien de profession et historien d'occasion, comme l'est, si nous ne nous trompons pas, aussi son maître, M. Janczö.

Mais examinons maintenant la réalité des choses, c'est-à-dire la véritable genèse du compromis austro-hongrois.

Après 1848, Kossuth s'expatria et commença à travailler pour provoquer une émigration toujours plus nombreuse, dont le but était de pousser la nation magyare à l'obtention de son indépendance de l'Autriche, en profitant des éventualités des complications européennes. Aussi dans la guerre italo-autrichienne de 1859, les Hongrois forment-ils des légions auxiliaires dans les rangs des ennemis de l'empire des Habsbourg, et il en est de même dans la guerre de 1866 avec la Prusse. Ces faits sont attestés par une autorité très digne de foi, les souvenirs de Kossuth lui-même (1). Voilà ce que signifient, traduits dans la prose froide de l'histoire, les mots pompeux de M. de Bertha de fidélité à la foi jurée et ses appréciations fantaisistes sur « les succès purement moraux de l'émigration hongroise ». Les idées de Kossuth étaient pourtant embrassées par l'immense majorité du peuple magyar et, même de nos jours, elles forment la trame indissoluble de ses convictions politiques, preuve la tendance des Hongrois à se défaire toujours davantage des liens qui les rattachent à l'Autriche, par la séparation de l'armée, celle du régime douanier, etc. Le compromis n'est considéré par les Hongrois que comme un acheminement vers cet idéal. Voilà comment les choses se dessinaient du côté des Hongrois. Voyons ce qu'elles étaient du côté des Allemands.

L'Empereur avait reçu un coup très dur, par la paix de Villafranca, auquel vinrent s'ajouter bientôt les difficultés financières, conséquences

(1) Ludovik Kossuth, *Schriften aus der Emigration*, III, p. 515, citées par E. Brote, *Die rumänische Frage in Siebenbürgen und Ungarn*, Berlin, 1895, p. 40.

fatales d'une guerre malheureuse. Aussitôt que les Hongrois virent l'Empereur dans une situation embrouillée, ils commencèrent à lever la tête, l'Empereur ne pouvant plus les mâter, comme il l'avait fait après 1848. En 1864 commencent les pourparlers concernant la cession à la Hongrie de la principauté de Transylvanie, et en juin 1865, l'Empereur se rend à Pest où il supprime les tribunaux exceptionnels pour les Magyars. Précisément, à cette époque, les affaires relatives aux duchés de Schleswig et Holstein se compliquent sérieusement, et une guerre entre la Prusse et l'Autriche devient imminente. Les Hongrois profitent de ces circonstances pour extorquer à l'Autriche plusieurs concessions, et, dans leurs négociations, ils traînent toujours les choses en longueur, dans l'espoir que la déclaration de la guerre renforcerait leur position. L'Empereur demandant à la diète hongroise de se prononcer sur les rapports de la Hongrie avec les autres pays de la monarchie, ainsi qu'avec les principautés autonomes de Transylvanie et de Croatie, dans la nouvelle situation à laquelle la Hongrie aspirait, la diète quoique convoquée dès le 10 décembre 1865 ne lui communique le résultat de ses délibérations que le 8 février 1866, et demande notamment que l'Empereur reconnaisse en tout la constitution que la Hongrie s'était donnée en 1848. L'Empereur refuse et, chose caractéristique pour la sympathie secrète qui poussait l'un vers l'autre, nation et souverain, la diète écoute assise, le message de l'Empereur, ce qui était un acte d'impolitesse manifeste, contraire à la tradition. L'Empereur, pour réduire les prétentions des Hongrois sur ce point, leur accorde l'annexion de la Transylvanie, et la diète, qui devait se prononcer sur l'*union*, fut convoquée par l'Empereur toujours d'après l'ancien système qui excluait les Roumains de son sein. Mais, nonobstant cette concession, l'Autriche étant battue à Sadova, les Hongrois obtiennent gain de cause aussi relativement à la partie constitutionnelle de leurs demandes, et le compromis est signé le 17 février 1867.

Dans un pareil état des choses, où y a-t-il de la place pour des mouvements sympathiques et sentimentaux, lorsque l'Empereur ne faisait que courber la tête sous la pression de la nécessité la plus dure, si bien exploitée par les Hongrois? Voilà comment M. de Bertha entend écrire l'histoire.

Arrivons maintenant au dernier acte du drame qui se développe au delà des Carpathes.

Le dualisme était constitué, et dans l'esprit bouillant des Magyars commençait à poindre l'espérance de leur État indépendant. Mais sur quoi le fonder? Sur la base étroite et chancelante d'une population de 4 à 5.000.000 d'âmes. Les Hongrois étaient assez sensés pour comprendre l'ineptie d'une pareille conception. Mais le remède était déjà trouvé,

et depuis longtemps, depuis que pour la première fois le désir de l'indépendance avait caressé leur esprit, depuis l'année 1848. Le remède c'était la magyarisation des populations d'autre origine comprises dans le territoire de la Hongrie, et en premier lieu la magyarisation des Roumains.

Le dualisme leur donnant la possibilité de mettre les forces de la monarchie entière au service de leur cause, on comprend que les Hongrois allaient y travailler maintenant avec bien plus de zèle, qu'ils ne l'avaient fait jusqu'à présent, c'est-à-dire que les mesures de magyarisation allaient être portées à l'extrême. Il ne convenait guère à M. de Bertha de traiter cette partie de la question. Voilà pourquoi, d'après le système adopté par lui, il glisse dessus, n'y touchant que par quelques mots. Mais c'est justement dans ces quelques mots que l'on peut voir jusqu'où peut aller son mépris de la vérité. Nous ne citerons qu'un seul exemple, car nous n'avons pas l'intention de traiter la question nationale roumaine que l'auteur évite, mais de mettre seulement à nu le système mis en œuvre par M. de Bertha dans sa prétendue histoire; mais cet exemple couronnera le tissus de faussetés, d'éliminations intentionnelles et de soufflets donnés à la vérité, dont se compose l'écrit de M. de Bertha. Il ose affirmer devant l'opinion publique européenne que « les procès de presse jugés par nos jurys sont suffisamment rares, et encore plus de 50 pour 100 des accusés sont-ils acquittés. *Il n'y a eu que* TREIZE *écrivains roumains de condamnés dans l'espace de 24 ans!* et même parmi ces 13, il y en a qui ne furent condamnés que sur requête d'accusateurs privés, pour calomnies ou injures graves » (p. 480). La vérité est que dans l'espace de 10 ans seulement, c'est-à-dire de 1884-1894 et non dans celui de 24, les jurys magyars ont jugé 44 procès de presse dirigés, tous sans exception, contre les Roumains et que dans cet intervalle de temps *86 écrivains roumains ont été condamnés à un total de 60 ans de prison et plus de 10.000 florins d'amende* (1).

Tout commentaire est superflu, et ce dernier effort historique de M. de Bertha est le digne couronnement de son œuvre magistrale !

*
* *

Quelques mots encore pour terminer cette critique, que ceux qui connaissent la question considéreront à juste titre comme superflue, mais qui était nécessaire, pour garantir les lecteurs dont la bonne foi aurait pu être surprise et induite en erreur, par les procédés de

(1) Voir la liste nominative des 44 procès de presse et politiques avec l'indication de l'incrimination et des condamnations prononcées dans E. Brote, *Die rumänische Frage*, p. 90 et 395.

M. de Bertha, procédés, qui d'ailleurs sont d'usage chez tous les Hongrois lorsqu'il s'agit de traiter la question roumaine.

En général, le ton du livre se distingue des écrits analogues antérieurs, rédigés par les Hongrois. Quoique la vérité soit, comme nous l'avons suffisamment démontré, battue en brèche à chaque instant, M. de Bertha vint tendre aux Roumains une main fraternelle : il tend à mettre d'accord Roumains et Magyars. Cette tendance explique comment il se fait que, par exemple, Michel le Brave ne soit plus traité de chef de brigands ; que la révolution de Horia ne soit plus qualifiée de brigandage organisé, et que même la révolution de 1848 ne soit plus imputée aux Roumains comme un acte de trahison à l'égard de la nation hongroise, mais bien plutôt comme une alliance inconsidérée avec la réaction.

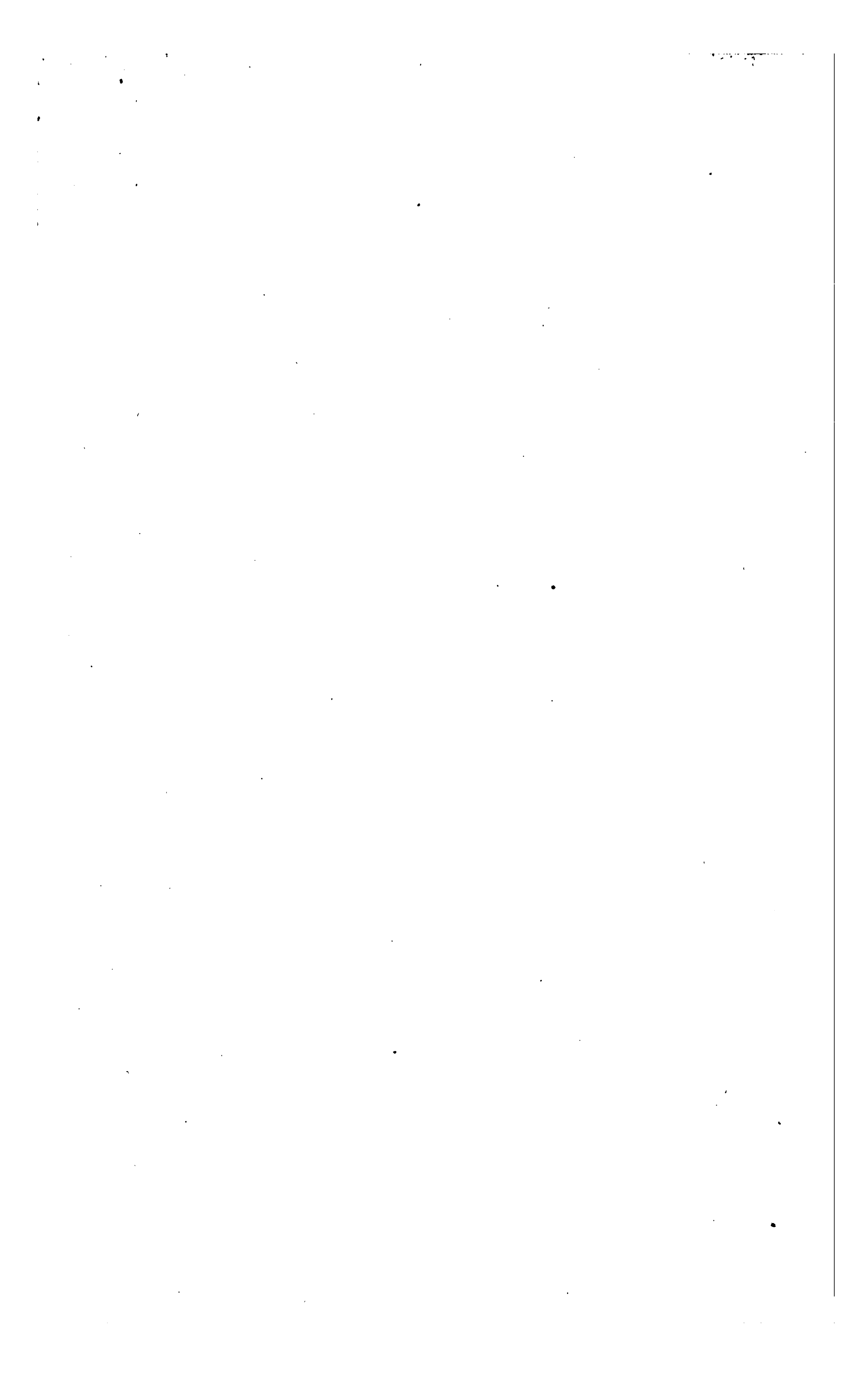
Cette douceur inattendue dans la qualification des actions roumaines s'explique, si on prend en considération les nouvelles tendances de la politique magyare vis-à-vis des Roumains. Le livre de M. de Bertha n'est aussi qu'un des anneaux de la nouvelle chaîne que les Hongrois veulent river au cou avec des Roumains, celle de la mansuétude, après s'être convaincus qu'avec la sévérité et les mesures draconiennes ils n'arriveraient à rien.

Nous croyons pourtant que ce nouveau système portera tout aussi peu de fruits que l'ancien; car le Roumain croit que le plus grand honneur, la plus grande gloire et le plus grand bonheur pour lui, c'est de vivre comme Roumain et non comme Magyar.

Jassy, en avril 1900.

IMP. CAMIS ET Cie, PARIS. — SECTION ORIENTALE A. BURDIN, ANGERS.





IMPR. CAMIS ET Cie, PARIS. — SECTION ORIENTALE A. BURDIN, ANGERS.